

LE 16 NOVEMBRE JOURNÉE DE MOBILISATION DE GRÈVE ET MANIFESTATION DANS L'UNITÉ :

**POUR STOPPER LES ORDONNANCES DE REGRESSION SOCIALE ET EN OBTENIR LE RETRAIT,
POUR METTRE UN COUP D'ARRET A LA POLITIQUE ANTISOCIALE DU GOUVERNEMENT
POUR GARANTIR LE LIBRE ACCES A L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET PERMETTRE UNE INSERTION
PROFESSIONNELLE A LA JEUNESSE.**

Alors que le gouvernement entend faire ratifier les ordonnances sur le code du travail par le Parlement, les premiers décrets d'application déjà parus ne font que renforcer la détermination des salariés, jeunes, retraités à contester la loi travail XXL qui va protéger les employeurs aux Prud'hommes en facilitant les licenciements abusifs, réduisant les missions des Comités d'Entreprises, supprimer les CHS-CT. En clair, faire régresser les droits des salariés

Ces ordonnances prolongent et aggravent la loi El Khomri dont nous continuons à demander l'abrogation. L'inversion de la hiérarchie des normes est poussée jusqu'au bout, ce n'est plus de norme du tout. L'individualisation complète du contrat de travail est une revendication patronale pour baisser le « coût du travail » et faciliter les licenciements au motif que cela faciliterait les embauches. Non seulement des économistes ont démontré que cela n'était pas exact, mais le MEDEF se refuse à tout engagement de création d'emplois. C'est bien le « coût du capital » qu'il faut réduire, qui entrave l'activité économique.

De nombreux signes montrent que les orientations et premières décisions du gouvernement rencontrent déjà l'hostilité d'une majorité de la population. Les routiers, les dockers ne s'y sont pas trompés en se mobilisant et obtenant déjà certains reculs dans la mise en œuvre des ordonnances.

Les salariés du public sont aussi concernés, au nom de l'équité il faudrait demain casser les statuts et aligner le public sur un privé précarisé, et le gouvernement persiste en annonçant de 120 000 suppressions d'emplois dans la fonction publique avec en prime le gel du point d'indice qui bloque les salaires.

La réforme de la ministre de l'enseignement supérieur Mme Vidal, va précariser de nombreux jeunes car ils se verront sélectionner dès la rentrée

prochaine. Face à plus de 15 établissements dans une situation budgétaire particulièrement difficile selon la Cour des Comptes ce n'est pas la sélection qu'il faut instaurer pour faire fonctionner nos universités mais un réinvestissement budgétaire massif. Le Gouvernement a également annoncé sa volonté de contractualiser les relations entre les étudiant·e·s et les établissements universitaires plutôt que de s'interroger sur les causes d'échec dans l'Enseignement Supérieur. Ce sont donc encore une fois les jeunes qui sont pointé·es du doigt et stigmatisé·e·s par cette réforme.

Les étudiant·es, les salarié·es, les retraité·es, personne n'est épargné: baisse des APL, augmentation de la CSG de 1.7 %, suppression de 110 000 emplois aidés.

La sécurité sociale est également dans le viseur avec des réductions drastiques prévues dans le budget, des hausses de tarifs et des fermetures de lits à l'hôpital. La ministre annonçant que : « 30 % des dépenses de l'assurance-maladie ne sont pas pertinentes. » !!!

Aussi, nous invitons les salarié·es à se réunir, avec leurs syndicats, dans les entreprises, services et établissements décider des formes d'actions permettant de se faire entendre ! (assemblées générales, débrayages, grèves, actions diversifiées...) pour décider des suites à donner à cette journée de mobilisation interprofessionnelle et gagner sur les revendications.

Les organisations syndicales d'Île de France CGT, Solidaires, FSU, FO, UNEF, UNL et FIDL revendiquent un code du travail protecteur pour tous les salariés, quelle que soit leur entreprise et la conquête de nouveaux droits.

**LE 16 NOVEMBRE TOUS-TES DANS
L'ACTION ET EN MANIFESTATION A
14 H A LA RÉPUBLIQUE.**